



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 23/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAGRAM

Carrière de THAON LES VOSGES

Références : S-24-190RP
Code AIOT : 0006206333

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 de la carrière de THAON-LES-VOSGES (88150). L'inspection a été réalisée de manière inopinée le 08/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite d'inspection du 12 janvier 2024, il a été constaté que le portail d'accès à la zone portuaire était ouvert le jour alors que la carrière était à l'arrêt. L'exploitant l'a refermé au mieux mais celui-ci ne pouvait être verrouillé (absence de cadenas et de serrure).

La visite avait pour objectif de constater la mise en place de cadenas au niveau du portail d'accès à la zone portuaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAGRAM
- Thaon Les Vosges 88150 THAON-LES-VOSGES
- Code AIOT : 0006206333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrières alluvionnaires

La carrière de THAON LES VOSGES est exploitée par la société SAGRAM sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 63/2020/ENV du 20 novembre 2020.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- la visite s'inscrit dans la sécurisation des accès.

Unité Départementale des Vosges
22 à 26 avenue Antoine Dutac - 88026 ÉPINAL Cedex

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation - sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/11/2020, article 31.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cette visite, il a été constaté que l'exploitant a mis en place les moyens nécessaires (cadenas) afin de verrouiller les accès au site de chargement des péniches en dehors des horaires d'ouvertures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation - sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou de tout autre dispositif présentant une efficacité similaire. L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien du dispositif de clôture. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage de déchets d'extraction inertes et d'autre part à proximité des zones clôturées.
Constats : Ce jour, la carrière était en activité. L'ensemble des portails était ouvert. Il a été constaté la présence de cadenas sur chaque portail permettant de verrouiller ceux-ci à la fin de journée de travail.
Type de suites proposées : Sans suite